

Valence, le 16 avril 2020

Carte scolaire : bien loin du compte

Le SNUipp-FSU 26 accueille favorablement la dotation académique supplémentaire de 45 postes. En pleine crise sanitaire, ce coup de pouce budgétaire était nécessaire mais ne résoudra pas les inégalités. **Il démontre qu'une ouverture des vannes budgétaires est donc bien possible.** Cet élan doit s'amplifier et s'inscrire dans une démarche d'**amélioration durable pour le service public d'éducation**. À ce titre, il est urgent également que les mesures de cartes scolaires second degré soient suspendues et réexaminées, en répartissant notamment l'enveloppe nationale des 350 ETP conservés en réserve. Le second degré ne doit pas être le grand sacrifié à l'issue de cette crise inédite. Personne ne saurait le comprendre tant notre École est affaire de continuité.

Pour autant, des inquiétudes persistent quant à la répartition de cette dotation. Le département de la **Drôme**, qui cumule la ruralité, des populations plus fragiles et des écoles en éducation prioritaire. Avec seulement 4 postes supplémentaires sur les 45 postes alloués à l'académie, il semble **ne pas être suffisamment doté au regard de ses difficultés**. D'autant que la répartition proposée à l'intérieur de ce département, jusqu'alors, ne va pas dans le sens des préconisations ministérielles de favoriser l'encadrement des élèves puisqu'elle **maintient, coûte que coûte, la création de 4 postes de personnels mobiles « chargés de mission inclusive vie scolaire » sans revenir sur la fermeture de deux classes dans des écoles inclusives accueillant une ULIS chacune**.

Il convient également de dénoncer les priorités du ministre de l'Éducation Nationale lorsqu'il a annoncé à la télévision une dotation de poste complémentaire : **aucune fermeture dans des communes de moins de 5 000 habitants sans l'accord du maire**. Le choix était ainsi laissé aux communes, élues ou non car il n'y a eu qu'un tour aux municipales, de ne pas fermer les classes même quand cela semblait justifié. C'est ainsi que des écoles drômoises auront une moyenne de 16 élèves par classe pour cette année alors qu'elles avaient anticipée la fermeture avant le confinement et qu'il faut fermer à l'école élémentaire de la Gondole à Montélimar pour arriver alors à 27 de moyenne : bravo pour l'équité ! Ce sera cela la carte scolaire 2020 : de la communication médiatique « quoi qu'il en coûte » ...

Par ailleurs, il y a des orientations que nous réclamons au niveau académique et/ou départemental depuis des années et qui ne sont toujours pas entendues :

- **l'absolue nécessité de reconstituer les RASED** (réseaux d'aide spécialisée aux élèves en difficultés) décimés en 2008 et de les renforcer. Un courrier du collectif national RASED a été adressé au MEN le 6 avril. L'une des revendications est formulée ainsi : "En ce sens, la carte scolaire 2020 doit être celle de l'augmentation des postes des personnels des RASED et des postes d'enseignants afin de répondre aux besoins éducatifs particuliers de tous les enfants." Notre département n'a pas fait le choix ni d'abonder le nombre de postes E et G ni d'assurer des départs en formation. Pire, après avoir objectiver les besoins de chaque secteurs drômois

l'année passée, l'IA poursuit son idée de « redéploiement » des enseignants spécialisés. Il déshabille ainsi le secteur de Romans Isère qui est déjà particulièrement tendu en termes de demandes d'interventions RASED au lieu de créer un poste sur la circonscription de Romans Vercors. Le manque de postes de psychologues scolaires est encore plus criant mais rien ne bouge au niveau départemental et académique.

- **de nouvelles créations de postes de PMQC.** C'était une mesure phare du quinquennat précédent, prisée par les enseignant.es qui en bénéficiaient. Le SNUipp-FSU a toujours demandé qu'un bilan précis des apports de ce dispositif soit dressé et revendiqué sa généralisation à l'ensemble des écoles.

- les besoins en **moyens de remplacement** sont aussi criants, mais visiblement, ils n'entrent pas dans les priorités. On dédouble en EP, on amène progressivement les GS à 24 en milieu ordinaire, mais au quotidien, l'effectif initial n'est pas préservé, en maternelle comme ailleurs. Il n'est pas rare de voir 2-3 élèves minimum supplémentaires par classe, sur plusieurs jours, voire semaines faute de remplaçant.e, sans parler de la formation continue qui en pâtit, puisque que des stages d'école sont reportés, annulés ou limités en nombre de participants.

Une autre inquiétude pèse sur le recrutement. Tout le monde a bien conscience qu'enseigner est un métier qui s'apprend. Aussi le ministère doit également anticiper en augmentant le nombre de places au concours, afin d'avoir des enseignants formés et ne pas recourir à la précarité à la rentrée.

Au vu du contexte exceptionnel de cette fin d'année, alors que la période de confinement révèle et exacerbe encore davantage les inégalités sociales et scolaires, si nous prenons acte positivement de cette rallonge ministérielle, il demeure indispensable néanmoins pour le SNUipp-FSU de réclamer :

- **un moratoire sur toutes les fermetures envisagées**
- **la création de postes RASED et PMQC**
- **la création de postes de remplaçant.es**